



Association à but non lucratif
Reconnue d'utilité publique par décret du 13 mai 1943

Siège Social : 82, rue de l'Hôtel de Ville - 75004 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017



P C A Conseils

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

11, rue Laugier - 75017 PARIS - Téléphone : 01 42 27 87 70 - Télécopie : 01 42 12 96 97



Reconnue d'Utilité Publique
82, rue de l'Hôtel de Ville – 75004 – PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2017

Aux membres de l'Assemblée Générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les Assises du 22 avril 2016, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Ouvrière des Compagnons du Devoir du Tour de France, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport, faisant apparaître un total de bilan de 134 113 881 € et un résultat déficitaire de 405 551 € sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

- Le point I de l'annexe aux comptes financiers détaille les « Faits caractéristiques de l'exercice » ayant une incidence financière sur les comptes de l'exercice 2017,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier présenté par le Trésorier au nom du Conseil et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 mars 2018.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

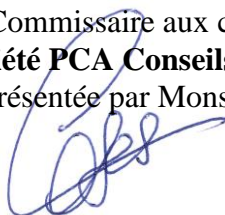
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 05 avril 2018

Le Commissaire aux comptes
Société PCA Conseils
Représentée par Monsieur Patrice CASALS



BILAN ACTIF

	2017			2016
	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	571 502	532 586	38 916	32 869
Fonds commercial	98 589		98 589	98 589
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<i>Total immobilisations incorporelles</i>	<i>670 091</i>	<i>532 586</i>	<i>137 505</i>	<i>131 458</i>
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 038 289		2 038 289	1 625 507
Constructions	169 446 849	88 115 728	81 331 121	78 561 704
Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 202 133	16 352 800	4 849 332	4 947 140
Autres immobilisations corporelles	14 148 358	10 144 753	4 003 604	4 144 787
Immobilisations en cours	9 608 832		9 608 832	4 377 586
Avances et acomptes				
<i>Total immobilisations corporelles</i>	<i>216 444 463</i>	<i>114 613 282</i>	<i>101 831 180</i>	<i>93 656 724</i>
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	10 187		10 187	14 843
Autres immobilisations financières	2 482 200		2 482 200	2 456 725
<i>Total immobilisations financières</i>	<i>2 492 388</i>		<i>2 492 388</i>	<i>2 471 569</i>
ACTIF IMMOBILISE	219 606 942	115 145 868	104 461 074	96 259 752
Stocks				
Matières premières, approvisionnements	915 147		915 147	843 876
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 529 229	1 330 627	198 602	351 191
Marchandises	468 362	209 111	259 250	256 308
<i>Total des stocks</i>	<i>2 912 738</i>	<i>1 539 739</i>	<i>1 372 999</i>	<i>1 451 376</i>
Créances				
Avances et acomptes versés sur commandes	804 426		804 426	763 340
Clients et comptes rattachés	15 636 129	3 418 952	12 217 176	11 141 307
Autres créances	4 198 251		4 198 251	2 945 700
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Total des créances</i>	<i>20 638 807</i>	<i>3 418 952</i>	<i>17 219 854</i>	<i>14 850 347</i>
Disponibilités et divers				
Valeurs mobilières dont actions propres :	7 482 612		7 482 612	7 447 675
Disponibilités	3 175 876		3 175 876	9 772 326
Charges constatées d'avance	401 463		401 463	529 156
<i>Total disponibilités et divers</i>	<i>11 059 952</i>		<i>11 059 952</i>	<i>17 749 157</i>
ACTIF CIRCULANT	34 611 499	4 958 692	29 652 806	33 521 724
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	254 218 442	120 104 560	134 113 881	130 310 633

BILAN PASSIF

	2017	2016
Fonds associatif Dont versé :	17 850 135	17 850 135
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
Ecart de réévaluation	18 207 162	18 207 162
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	27 233 020	27 233 020
Report à nouveau	(4 985 162)	(4 109 997)
Resultat de l'exercice (excédent ou déficit)	(405 551)	(875 165)
<i>Total situation nette</i>	<i>57 899 604</i>	<i>58 305 155</i>
Subventions d'investissement	33 558 864	33 663 268
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	91 458 469	91 968 423
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	334 115	306 121
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	334 114	306 121
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 161 226	10 347 646
Emprunts et dettes financières divers	4 196 747	3 729 782
<i>Total dettes financières</i>	<i>17 357 974</i>	<i>14 077 429</i>
Dettes d'exploitation		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 796 452	1 789 406
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 629 585	5 401 140
Dettes fiscales et sociales	15 465 438	15 152 171
<i>Total dettes d'exploitation</i>	<i>22 891 476</i>	<i>22 342 718</i>
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 011 266	396 255
Autres dettes	1 043 878	1 189 681
<i>Total dettes diverses</i>	<i>2 055 144</i>	<i>1 585 937</i>
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	16 700	30 003
DETTES	42 321 296	38 036 088
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	134 113 881	130 310 633



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

COMPTES DE RESULTAT

	2017			2016
	France	Export	Total	
Vente de marchandises	344 860		344 860	347 844
Production vendue : - biens				
Production vendue : - services	48 832 319		48 832 319	44 538 916
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	49 177 179		49 177 179	44 886 760
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			33 893 984	28 808 742
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 188 700	1 692 290
Autres produits			3 244 531	3 693 029
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			87 504 395	79 080 822
Charges externes				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			52 733	13 604
Variation de stock (marchandises)			(99 877)	(19 540)
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			9 354 700	8 509 653
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(71 270)	177 412
Autres achats et charges externes			35 266 658	30 922 807
<i>Total charges externes</i>			<i>44 502 944</i>	<i>39 603 938</i>
Impôts, taxes et versements assimilés			480 916	1 370 376
Charges de personnel				
Salaires et traitements			24 635 035	22 009 828
Charges sociales			11 342 741	9 627 821
<i>Total charges de personnel</i>			<i>35 977 776</i>	<i>31 637 650</i>
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			7 407 184	6 938 226
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			1 643 000	1 237 125
Dotations aux provisions pour risques et charges			164 414	113 991
<i>Total dotations d'exploitation</i>			<i>9 214 600</i>	<i>8 289 344</i>
Autres charges			1 076 536	1 043 187
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			91 252 774	81 944 497
RESULTAT D'EXPLOITATION			(3 748 378)	(2 863 675)
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			115 355	154 458
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			919	553
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			116 275	155 011
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			219 301	267 058
Différences négatives de change			677	2 415
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES			219 979	269 474
RESULTAT FINANCIER			(103 704)	(114 463)
RESULTAT COURANT			(3 852 083)	(2 978 138)

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

	2017	2016
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 874 800	1 315 341
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 757 005	2 482 163
Reprises sur provisions et transferts de charges	236 630	348 802
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 868 436	4 146 307
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 375 530	1 435 564
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	46 373	607 769
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 421 903	2 043 334
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 446 532	2 102 972
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	93 489 107	83 382 140
TOTAL DES CHARGES	93 894 658	84 257 306
EXCEDENT ou DEFICIT	(405 551)	(875 165)



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Détail du chiffre d'affaires	2017			2016		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Participations actions de formation	19 447 533		19 447 533	16 895 819		16 895 819
Hébergement	18 371 655		18 371 655	17 325 195		17 325 195
Restauration	9 238 508		9 238 508	8 821 676		8 821 676
Recette Foyer	37 568		37 568	58 505		58 505
Recette vins fins	826		826	1 074		1 074
Abonnement journal	40 869		40 869	40 762		40 762
Ventes encyclopédie	12		12			
Ventes librairie	303 978		303 978	307 081		307 081
Produits annexes	1 736 226		1 736 226	1 436 645		1 436 645
TOTAL	49 177 179		49 177 179	44 886 761		44 886 761



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Le bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2017 dont le total est de 134 113 881 € et le compte de résultat dont le total des produits est de 93 489 107 € se solde par un résultat déficitaire de 405 551 €. L'exercice social a une durée de douze mois correspondant à l'année civile.

Les comptes arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 mars 2018 établis conformément aux dispositions du plan comptable et des règles comptables du secteur associatif à but non lucratif (arrêté interministériel du 08 avril 1999, règlement 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable CRC) couvrent les services et établissements suivants :

1 – Les Régions de l'AOCDTF :

ALSACE		
LORRAINE	regroupant les prévôtés de	STRASBOURG – NANCY
AQUITAINE	regroupant les prévôtés de	BORDEAUX – PERIGUEUX – PAU – LAMOTHE
BOURGOGNE	regroupant les prévôtés de	DIJON – AUXERRE – SAONE
BRETAGNE	regroupant les prévôtés de	RENNES – BREST
CENTRE	regroupant les prévôtés de	TOURS LITTRE – TOURS ST SYMPHORIEN – CEPOY
CHAMPAGNE – ARDENNES	regroupant les prévôtés de	REIMS – MUIZON – TROYES
ILE DE FRANCE	regroupant les prévôtés de	PARIS – EPONE – PANTIN – CHAMPS SUR MARNE
LANGUEDOC	regroupant les prévôtés de	NIMES – BAILLARGUES
MIDI PYRENEES	regroupant les prévôtés de	TOULOUSE – ALBI – COLOMIERS - RODEZ
HAUTS DE FRANCE	regroupant la prévôté de	LILLE
NORMANDIE	regroupant les prévôtés de	ROUEN – CAEN
PACA	regroupant les prévôtés de	MARSEILLE – L'ARGENTIERE – CAGNES
PAYS DE LOIRE	regroupant les prévôtés de	ANGERS BAUMETTE – ANGERS COPERNIC – NANTES – CHOLET – LE MANS – SAUMUR
POITOU- CHARENTES	regroupant les prévôtés de	LA ROCHELLE – ANGOULEME - POITIERS
RHONE – ALPES	regroupant les prévôtés de	LYON – SAINT ETIENNE – GRENOBLE – ANNECY - VILLEFONTAINE

2 – Le siège social de l'association

3 – L'encyclopédie des métiers

4 – La librairie du compagnonnage

5 – Les comptes des Métiers


 Le présent document a servi de
 support matériel à la rédaction
 du rapport qui précède.

I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Patrimoine immobilier

Ateliers de Marseille

L'incendie des ateliers de charpente et de menuiserie, sis 553 rue Saint Pierre, le 16 décembre 2016 a entraîné la destruction totale du bâtiment et du matériel ce qui a généré une charge nette de 8 K€.

La mise en état et l'équipement des nouveaux ateliers se sont établis à un montant de 521 K€.

L'indemnisation d'Axa assurance est de 737 K€, dont 250 K€ ont été versés le 7 mars 2017. Il reste à percevoir 487 K€ au 31.12.2017.

Cette indemnité a été utilisée à hauteur de 521 K€ pour le financement des nouveaux investissements et 216 K€ pour couvrir les charges engendrées par ce sinistre et comptabilisés en produits.

Ouverture de la maison de Champs-sur-Marne

La région Ile-de-France a ouvert en septembre 2017 la maison de Champs-sur-Marne sis 1 boulevard Descartes. Cette nouvelle maison comprend de l'hébergement (89 lits), de la restauration, de l'enseignement et des ateliers. L'acquisition des ateliers et du terrain a eu un coût de 3 928 K€, les surfaces relatives à l'hébergement et à la restauration font l'objet d'un contrat de location avec RSF.

Son inauguration a eu lieu le 8 février 2018 en présence de la Ministre du Travail.

Résiliation du bail emphytéotique du bâtiment d'hébergement de Nîmes (27 février 2017)

Cette opération a donné lieu au versement d'une indemnité de 380 K€, comptabilisée en charges exceptionnelles. Le bâtiment est entré dans les immobilisations de la région Occitanie (Languedoc) à cette valeur avec pour contrepartie un produit exceptionnel de 380 K€. Il n'y a pas d'incidence sur le résultat 2017.

Résiliation du bail emphytéotique du bâtiment d'hébergement d'Angers Copernic (21 septembre 2017)

Cette opération a donné lieu au versement d'une indemnité de 1 427 K€, comptabilisée en charges exceptionnelles. Le bâtiment est entré dans les immobilisations de la région Pays de la Loire à cette valeur avec pour contrepartie un produit exceptionnel de 1 427 K€. A noter, que cet investissement a bénéficié d'une subvention du Conseil Régional à hauteur de 428 K€ et d'une affectation de taxe d'apprentissage pour 856 K€.

Ouverture de la maison de Villefontaine.

La région Rhône Alpes Auvergne a ouvert en juin 2017 la maison de Villefontaine, sis 90 boulevard de Villefontaine. Cette nouvelle maison comprend de l'hébergement (150 lits), de la restauration et des locaux d'enseignement. Elle fait l'objet d'un contrat de location avec RSF.

Poursuite des travaux de restructuration des ateliers Tours Saint Symphorien

L'encours des travaux au 31 décembre 2017 s'élève à 6 800 K€. Au 31/12/2017, le Conseil Régional a versé des acomptes à hauteur de 3 400 K€ et la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de 1 000 K€ : il s'agit d'un projet PIA.

Ces ateliers ont été inaugurés le 14 mars 2018 par le Président de la République.

CITS

Le Crédit d'Impôt de Taxe sur les Salaires a été déclaré pour 598 K€ pour l'année 2017, une partie a été imputée sur le versement de la taxe sur les salaires du mois de décembre 2017 et le solde a été reçu le 12 février 2018.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi relatif à l'exercice 2017 a été comptabilisé dans les comptes 2017 pour un montant cumulé de 207 K€.

II – EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE

La cession des bureaux de Tours Littre et des ateliers de Cepoy sont toujours en cours.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2014 à 2016 est en cours au Siège de l'Association.

III - REGLES ET METHODES COMPTABLES

A – Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, exception faite des changements de méthode exposés au point I de la présente annexe.
- Indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

B – La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est :

- a) La valeur réévaluée à fin 1983 pour les valeurs immobilisées correspondant aux immeubles : constructions, aménagements
- b) Les valeurs historiques pour les autres valeurs immobilisées et pour les autres postes du bilan.

C – Les autres points suivants sont signalés afin de permettre une bonne interprétation des comptes :

a) Immobilisations

- 1) La dotation aux amortissements des immobilisations est calculée prorata temporis selon un rythme linéaire en fonction de la durée d'utilisation du bien :

- Structure porteuse BSP	30 ans
- Clos et couverts BCC	20 ans
- Agencements lourds AL	20 ans
- Lot technique LT	20 ans
- Agencements simples AS	10 ans
- Mobilier, matériels d'hébergement et de restauration	10 ans
- Matériel de formation	3,5, 8 ans
- Matériel informatique et matériel de transport	3 ans et 5 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Rachat de biens en crédit-bail : essentiellement	1 à 3 ans

Depuis le 1er janvier 2017, le Conseil d'orientation a validé une modification de la durée de certains amortissements :

- Structure porteuse BSP est passée de 50 ans à 30 ans
- Clos et couverts BCC est passée de 35 ans à 20 ans
- Agencements lourds AL est passée de 30 ans à 20 ans

- 2) Les immobilisations financières sont valorisées au coût historique d'acquisition.
- 3) Les stocks sont valorisés au coût de revient et font l'objet pour l'Encyclopédie et de la Librairie d'une provision pour tenir compte des risques de non-commercialisation des ouvrages réalisés.



- 4) Les provisions pour dépréciation de créances sont provisionnées à 100% pour les échéances supérieures à 1 an et à 75 % pour les échéances comprises entre 6 mois et 1 an.
- 5) Les provisions pour risques sont déterminées, cas par cas, en fonction des risques encourus.

b) **Les subventions d'équipement :**

- 1) Principe de reprise :

Reçues pour le financement des constructions et des équipements, elles font l'objet d'une reprise déterminée par référence à la durée de vie des équipements concernés à compter du 1^{er} janvier 1996. Depuis 2006, elles ont été décomposées de la même façon que les immobilisations

- 2) incidence sur la présentation des comptes :

Les résultats 2016 et 2017 présentés avant et après reprise des subventions d'équipement sont les suivants :

	2016	2017
Résultat de l'exercice avant Amortissement subvention équipement	- 3 283 531	- 3 152 656
Quote-part subvention rapportée au résultat	2 408 366	2 747 105
Résultat après amortissement des subventions d'équipement après IS	- 875 165	- 405 551

- 3) Comptabilisation des subventions relatives aux immobilisations :

Les subventions d'investissement sont comptabilisées lors de la mise en service de l'immobilisation financée.

- 4) Les subventions d'investissement :

Des subventions d'investissements ont été reçues sur les régions suivantes :

Alsace-Lorraine, Aquitaine, Bretagne, Centre, Champagne, Ile de France, Languedoc, Midi Pyrénées, Hauts-de-France, Paca, Pays de la Loire et Poitou-Charentes.

Ces subventions peuvent être assorties d'obligations pour l'association qui sont pour l'essentielles suivantes :

Pour l'immobilier : Pendant 20 ans, ne pas modifier la destination de la réalisation – ne pas aliéner les locaux – ne pas confier la gestion à un tiers.

Pour le mobilier : Pendant 3 ans, maintien de la destination et de l'usage du bien.

D – Régime d'imposition :

L'Association est sectorisée :

- En secteur lucratif pour ses activités de formation continue, Encyclopédie et Librairie. Ce secteur est soumis aux impôts commerciaux : TVA (sauf formation continue), Impôts sur les sociétés, Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, Cotisation Foncière des Entreprises et Taxe apprentissage.
- En secteur non lucratif pour ses autres activités dont l'apprentissage, le perfectionnement par le Tour de France. Ce secteur est assujéti à la taxe sur les salaires.

IV – AUTRES INFORMATIONS**A – Legs en cours :**

Le règlement n°99-01 du Comité de la Règlementation Comptable pose le principe de comptabilisation suivant pour les legs : comptabilisation en compte de tiers 475 au fur et à mesure des encaissements et des décaissements liés à la cession des biens, en compte de produits pour la totalité du legs au moment de sa réalisation effective et définitive.

Le principe comptable suivant est appliqué :

- sont comptabilisés en produits les legs totalement réalisés.
- sont comptabilisés en compte 475000, les legs en cours de réalisation à la clôture de l'exercice (charges et produits)

Le conseil a accepté un legs en 2012 qui s'est conclu le 28 juin 2017 par le versement d'un montant de 30 000€.

B – Dons, Mécénats et Partenariats :

Sur l'année 2017, les dons, mécénats et partenariats s'élèvent à un montant de 524 606 €.

C – Rémunération des dirigeants et cadres dirigeants :

Les membres du Conseil des Compagnons, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006 exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel. La rémunération brute annuelle des trois plus hauts cadres dirigeants est de 245 534 €.

D – Valorisation du bénévolat

Le bénévolat est pratiqué au sein de l'Association Ouvrière des Compagnons du Devoir, mais n'est pas valorisé.

E - Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires perçus par le commissaire aux comptes sur l'exercice 2017 s'élèvent à 127 906 € HT soit 153 487 € TTC au titre de sa mission légale et 12 000 € HT soit 14 400 € TTC au titre des services autres que la certification des comptes.

F - Effectif salarial moyen

Sur l'année 2017, la moyenne des salariés ETP est de 903 personnes.

V – ENGAGEMENTS HORS BILAN**A- Crédit baux :**

ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat
	de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	résiduel
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, ...							
Autres immobilisations corporelles	232 333	612 378	182 513	197 531	0.00	380 044	0
Immobilisations en cours							
Total	232 333	612 378	182 513	197 531	0.00	380 044	0

B- Engagements pris en matière de retraite :

Les engagements au titre de pension ou complément de retraite envers le personnel de l'association existant au 31 décembre 2017 sont déterminés, conformément à la recommandation du CNC n° 2003-R-01 en tenant compte :

- de la capitalisation des salaires (+2%) et de l'indemnité à verser aux salariés selon les modalités prévues par la convention collective des organismes de formation appliquée par l'AOCDTF,
- d'une table de mortalité (INSEE 2017),
- d'une actualisation des indemnités dues au moment du départ à la retraite par un taux tenant compte de l'inflation de 1.30% au 31/12/2017 et du turn-over du personnel sur les 3 derniers exercices.
- du taux de charges patronales de 43.86%

Ont été exclus de ce calcul : les prévôts, les chargés de mission, les formateurs Maître de stage, les formateurs enseignement général.

Cet engagement n'est pas comptabilisé dans les comptes de l'Association et s'élève à 786 332 € au 31 décembre 2017.



Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

C- Engagements hors bilan :

	2017	2016
ENGAGEMENTS RECUS		
Legs en-cours	2 acceptés	1 accepté
Bail emphytéotique	202 210	238 640
Bail à construction	40 988	21 674
Bail à longue durée	5 122	5 122
Bail commercial	78 377	93 630
Cautions et avals	6 104	6 104
TOTAL	332 801	365 170

	2017	2016
ENGAGEMENTS DONNES		
Effets escomptés non échus	0	0
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	786 332	763 507
Bail emphytéotique	83 006	154 337
Bail à construction	102 671	95 923
Bail à longue durée	0	0
Bail commercial	42 000	42 000
Hypothèque	0	0
Nantissement	4 829 000	3 654 000
TOTAL	5 056 677	4 709 767



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute début 2017	Augmentations	
		Réévaluations courant 2017	Acquisitions courant 2017
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	650 021		26 117
<i>Total immobilisations incorporelles</i>	650 021		26 117
Immobilisations corporelles			
Terrains	1 625 507		412 782
Constructions :			
- Constructions sur sol propre	40 994 503		5 887 733
- Constructions sur sol d'autrui	86 384		
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	120 505 146		1 991 216
Installations techniques, matériel et outillages industriels	19 961 430		1 520 819
Autres immobilisations corporelles :			
- Installations générales, agencements, aménagements divers			
- Matériel de transport	137 865		10 600
- Matériel de bureau et mobilier informatique	11 828 891		553 544
- Emballages récupérables et divers	1 656 573		
Immobilisations corporelles en cours	4 377 586		6 863 745
Avances et acomptes			
<i>Total immobilisations corporelles</i>	201 173 890		17 240 442
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 471 569		20 818
<i>Total immobilisations financières</i>	2 471 569		20 818
TOTAL GENERAL	204 295 481		17 287 379

	Diminutions		Valeur brute fin 2017	Valeur d'origine
	Virements courant 2017	Cessions courant 2017		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		6 047	670 091	
<i>Total immobilisations incorporelles</i>		6 047	670 091	
Immobilisations corporelles				
Terrains			2 038 289	
Constructions :				
- Sur sol propre			46 882 237	
- Sur sol d'autrui			86 384	
- Installations générales, agencements et amgt des constructions		18 135	122 478 228	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		280 117	21 202 133	
Autres immobilisations corporelles :				
- Installations générales, agencements et amgt divers				
- Matériel de transport			148 465	
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		39 117	12 343 318	
- Emballages récupérables et divers			1 656 573	
Immobilisations corporelles en cours	1 632 499		9 608 832	
Avances et acomptes				
<i>Total immobilisations corporelles</i>	1 632 499	337 370	216 444 463	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			2 492 388	
<i>Total immobilisations financières</i>			2 492 388	
TOTAL GENERAL	1 632 499	343 418	219 606 942	

AMORTISSEMENTS

Immobilisations amortissables	Montant début 2017	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2017
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et de dév.				
Autres immobilisations incorporelles	518 563	18 898	4 875	532 586
<i>Total immobilisations incorporelles</i>	518 563	18 898	4 875	532 586
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions :				
- Constructions sur sol propre	29 702 546	904 799		30 607 345
- Constructions sur sol d'autrui	73 642	1 872		75 515
- Installations générales, agencements et aménagement des const.	53 248 141	4 200 428	15 702	57 432 867
Installations techniques, matériel et outillage indust.	15 014 290	1 577 039	238 529	16 352 800
Autres immobilisations corporelles :				
- Installations générales, agencements, amén. divers				
- Matériel de transport	115 319	11 041		126 360
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 363 225	693 105	37 937	10 018 393
- Emballages récupérables et divers				
<i>Total immobilisations corporelles</i>	107 517 165	7 388 286	292 169	114 613 282
TOTAL GENERAL	108 035 729	7 407 184	297 045	115 145 868

Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mvt net des amortissements à la fin de l'exercice
	Mode linéaire	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Mode linéaire	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	18 898			4 875			
<i>Total immobilisations incorporelles</i>	18 898			4 875			
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions :							
- Constructions sur sol propre	904 799						
- Constructions sur sol d'autrui	1 872						
- Inst gén., agcmnts et amngmt des const.	4 200 428			15 702			
Inst tech, matériel et outillages industriels	1 577 039			238 529			
Autres immobilisations corporelles							
- Inst gén., agcmnts et amngmt divers							
- Matériel de transport	11 041						
- Matériel de bureau et informatique	693 105			37 937			
- Emballages récupérables et divers							
<i>Total immobilisations corporelles</i>	7 388 286			292 169			
Frais d'acquisition des titres de participations							
TOTAL GENERAL	7 407 184			297 045			
TOTAL GENERAL non ventilé							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Montant début 2017	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant fin
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS

Nature des provisions	Montant au début 2017	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions :			Montant à la fin 2017
			Utilisées au cours de l'ex	Non Utilisées au cours de l'ex	Reprises de l'exercice	
Provisions réglementées						
Provisions pour reconstitution des gisements						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30%						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour litiges	306 121	164 254			136 261	334 114
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
<i>Sous total provisions pour risques</i>	<i>306 121</i>	<i>164 254</i>			<i>136 261</i>	<i>334 114</i>
Provisions pour pensions et obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretien et grandes révisions						
Prov. pour charges soc. et fisc. sur congés à payer						
<i>Sous total provisions pour charges</i>						
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	306 121	164 254			136 261	334 114
Provisions pour dépréciation						
Sur immobilisations incorporelles						
Sur immobilisations corporelles						
Sur immobilisation de titres mis en équivalence						
Sur immobilisation de titres de participation						
Sur autres immobilisations financières						
Sur stocks et en-cours	1 290 214	249 524				1 539 739
Sur comptes clients	2 919 620	1 393 396			894 064	3 418 952
Autres provisions dépréciations						
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	4 209 835	1 642 921			894 064	4 958 692
TOTAL GENERAL	4 515 956	1 807 175			1 030 325	5 292 806
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 807 415			1 030 325	
Dont dotations et reprises financières						
Dont dotations et reprises exceptionnelles						
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice						



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)	10 187	10 187	
Autres immobilisations financières	2 482 200	318 739	2 163 461
<i>Total actif immobilisé</i>	<i>2 492 388</i>	<i>328 927</i>	<i>2 163 461</i>
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	3 574 357	3 574 357	
Autres créances clients	12 061 771	12 061 771	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	52 058	52 058	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 481	12 481	
Impôts sur les bénéfices	829 798	829 798	
Taxe sur la valeur ajoutée	2 920	2 920	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	458 717	458 717	
Divers			
Groupe et associés (2)	62 492	62 492	
Débiteurs divers	2 779 782	2 779 782	
<i>Total actif circulant</i>	<i>19 834 380</i>	<i>19 834 380</i>	
Charges constatées d'avance	401 463	401 463	
TOTAL DES CREANCES	22 728 232	20 564 771	2 163 461
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à un an maxi	13 161 226	2 369 424	7 355 719	3 436 083
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à + de un an				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	4 185 185	4 185 185		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 629 585	5 629 585		
Personnel et comptes rattachés	1 947 516	1 947 516		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 432 394	2 432 394		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	7 035	7 035		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 078 491	11 078 491		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 011 266	1 011 266		
Groupe et associés (2)	11 561	11 561		
Autres dettes	1 043 878	1 043 878		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	16 700	16 700		
TOTAL DES DETTES	40 524 843	29 733 040	7 355 719	3 436 083
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		5 000 000		
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		2 405 850		
(2) Montant des emprunts et dettes dus aux associés (personnes physiques)				

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES

INTITULES	AU 01.01.2017	AFFECTATION DU RESULTAT	REGULARISATION	AU 31.12.2017
Apports permanents entre siège et établissements	122 956			122 956
Réserve de renouvellement des investissements	8 629 821			8 629 821
Réserves d'investissements affectées à des biens renouvelables	10 521 056			10 521 056
Fonds statutaires	1 184 921			1 184 921
Legs donations actif immo.	2 064 476			2 064 476
Fond associatif drt. Cp/ré.	3 956 726			3 956 726
Réserves diverses	403 734			403 734
Ecart réévaluations bien d/r	18 207 163			18 207 163
Valeur du bénévolat pour investissements	2 190 523			2 190 523
Résultats cumulés dt affect prov pour trvx 2002 de 3 498 789,07	-4 109 997	-875 165		-4 985 163
Subventions rapportées aux réserves	12 145 046			12 145 046
Réserve de trésorerie	3 863 896			3 863 896
TOTAL FONDS DE DOTATION AFFECTE	59 180 321	-875 165		58 305 156
Subvention d'équipement :				
Valeur brute	67 297 882		2 542 935	69 840 817
Valeur amortie	-33 634 614		-2 647 339	-36 281 953
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	33 663 268		-104 404	33 558 864
RESULTAT DE L'EXERCICE	-875 165	875 165	-405 551	-405 551
TOTAL GENERAL DES FONDS PROPRES	91 968 424		-509 955	91 458 469



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.